

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 22/01/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ELENGY**

11 Av. Michel Ricard  
92270 Bois-Colombes

**Références :** N2-2026-009

**Code AIOT :** 0006300974

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement ELENGY implanté ZI Portuaire BP 35 44550 Montoir-de-Bretagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELENGY
- ZI Portuaire BP 35 44550 Montoir-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006300974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Elengy exploite le terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Efficacité de la MMR P02 Em HP	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Liste MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	MMRi V14 : Efficacité y compris indépendance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etude technico-économique	AP Complémentaire du 15/01/2024, article 2	Sans objet
4	Réparation des fuites	AP Complémentaire du 12/05/2021, article 2	Sans objet
7	MMRi V14 : Cinétique	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5	Sans objet
8	MMRi V14 : Testabilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet
9	MMRi V14 : Maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet
10	MMRi V14 : Défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 21 août 2024 et après analyse par l'exploitant, le réseau de détecteurs de gaz doit être complété dans les meilleurs délais pour répondre au critère d'efficacité de la MMRi « P02 Em HP ». Il est également attendu que l'analyse effectuée par l'exploitant soit étendue aux réseaux similaires de détecteurs.

Suite à l'inspection du 6 juin 2025, l'exploitant a défini une stratégie pour la réalisation des premiers prélèvements pour le milieu air en cas d'incident ou d'accident. Il est attendu des compléments ou des éléments de justification pour les autres milieux éventuellement concernés.

Un contrôle de la MMRi V14, portant sur son efficacité, sa cinétique, sa testabilité et sa maintenance, a été effectué lors de l'inspection. Il a été constaté une bonne mise en œuvre de la maintenance, des procédures de test et un respect de la cinétique. Des justifications sont néanmoins attendues concernant l'efficacité de la MMRi par rapport au positionnement des détecteurs et au seuil de déclenchement retenu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Efficacité de la MMR P02 Em HP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/08/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel du 23/05/2025, l'exploitant a transmis une note relative à l'état des lieux de la détection gaz de la MMR P02_Em.HP en réponse aux constats effectués lors de l'inspection de 2025.</p> <p>Ce constat est complété en partie confidentielle.</p> <p>Le réseau de détection doit être complété (Demande n°1).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Étude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/01/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société ELENGY, exploitant du terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne réalise une étude technico-économique des solutions envisageables afin de limiter au maximum les émissions diffuses de méthane du réservoir RV3, y compris celles nécessitant la vidange du réservoir.</p> <p>[...]</p> <p>L'étude est remise à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre 2025.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des tests de différents revêtements dans le cadre de l'élaboration de l'étude technico-économique.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une étude partielle serait achevée à la fin 2025 et transmise début janvier 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/06/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>◦ les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>◦ les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. [...]</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'inspection de juillet 2025, l'exploitant a transmis la nouvelle annexe du POI, relative à la stratégie de prélèvement d'air en situation d'urgence. Cette annexe spécifie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la réalisation de premiers prélèvements par le SDIS (en limite de site au plus près de l'origine du sinistre, sous le panache et un point témoin) ;</li><li>• la mise en œuvre d'un réseau de prélèvement d'air par Air Pays de la Loire, sur des points de prélèvement définis ;</li><li>• les points de prélèvements en fonction de trois directions du vent (Nord-Est, Sud-Ouest et « non établi ») ;</li><li>• les polluants à mesurer : COV, BTEX, Aldéhydes, H<sub>2</sub>S, Mercaptan, CO et CO<sub>2</sub> ;</li></ul> <p>L'ensemble des substances identifiées dans l'étude des produits de décomposition n'est pas visé dans le POI. Les équipements de prélèvement ne sont pas précisés.</p> <p>Cette stratégie de prélèvement porte sur l'air. À défaut de justification contraire, le POI doit également comporter les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sur les autres milieux, en particulier les sols et les eaux de surface.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Demande n° 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Justifier des polluants retenus dans sa stratégie pour le milieu air en comparaison de l'étude des produits de décomposition ;</li><li>• Préciser les équipements de prélèvements dans l'annexe du POI ;</li><li>• Indiquer comment ont été déterminé les points de prélèvements ;</li><li>• Établir une stratégie de <u>premiers prélèvements</u> pour les autres milieux dans le POI ou de</li></ul>

<b>justifier de cette absence.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Réparation des fuites

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de réparer les fuites observées sur la tuyauterie d'émission GN HP DN800 et sur la tuyauterie GN DN 80 détectées le 17 avril 2021 et le 27 avril 2021.</p> <p>Ces réparations, qu'elles soient provisoires ou définitives, doivent garantir l'étanchéité des tuyauteries.</p> <p>Ces réparations sont réalisées en prenant toutes les précautions nécessaires pour gérer les contraintes mécaniques s'appliquant sur les tuyauteries.</p> <p>[...]</p> <p>Suite à une réparation provisoire, une réparation définitive est obligatoirement réalisée dans un délai ne dépassant pas le 31 décembre 2024.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le procès verbal de réception opérationnelle des travaux en date du 12/05/2024.</p> <p>Ces travaux concernent l'adaptation du poste de départ vers le réseau de NATRAN (Ex GRTGaz) suite aux désordres résultant de mouvements de terrain. En particulier le remplacement de deux raccords isolants par un seul sur la canalisation d'émission en DN800. Ce raccord isolant est enterré, la constatation de sa pose n'a pas pu se faire visuellement lors de l'inspection.</p> <p>Les travaux ont également permis la pose de deux nouvelles vannes appartenant à ELENGY (qui ne sont pas encore raccordées et alimentées, mais qui sont maintenues ouvertes). L'exploitant étudie à terme la mise en place d'une nouvelle chaîne MMR avec ces deux vannes à l'aboutissement du projet ULYSSE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Liste MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste MMR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.</p> <p>Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.</p>

<b>Constats :</b>
La mise à jour de l'étude de dangers transmise fin 2024 ne comprend pas le document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques tel que demandé dans la prescription. Les informations sont présentes dans l'étude de dangers et les fiches de mesure de maîtrise des risques, mais ne sont pas rassemblées dans un document récapitulatif.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Demande n° 3 : l'exploitant établit un document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques, comportant les informations demandées dans la prescription.</b>
Cette demande sera également formulée dans le cadre de réexamen de l'étude de dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### **N° 6 : MMRI V14 : Efficacité y compris indépendance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>A. - L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; Ces actions sont tracées.</p> <p>- (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de dangers a formalisé les critères de conception de la MMRI V14.</p> <p>Les éléments décrits dans la fiche technique descriptive de la MMRI V14 sont cohérents avec les critères formalisés de l'étude de dangers (type d'asservissement, temps de réponse, efficacité, niveau de confiance).</p> <p>Des justifications sont néanmoins attendues concernant l'efficacité de la MMRI par rapport au positionnement des détecteurs et au seuil de déclenchement retenu.</p> <p><i>Ce constat est complété en partie confidentielle.</i></p> <p><b>L'efficacité de la MMRI V14 doit être justifiée (Demande n°4).</b></p> <p>La MMRI V14 est indépendante des autres MMRI présentes sur le même évènement initiateur du scénario.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

**Cf. demande n° 4 en partie confidentielle.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 7 : MMRI V14 : Cinétique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR

**Prescription contrôlée :**

L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée.

Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche du dernier test de la MMRI V14. Le temps de réponse atteint est inférieur à celui visé dans l'étude de dangers.

*Ce constat est complété en partie confidentielle.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : MMRI V14 : Testabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR

**Prescription contrôlée :**

Applicable aux installations existantes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

La fiche descriptive de la MMRI V14 indique que la procédure de test est réalisée selon la procédure TMM-MOP-2051. Cette procédure sert de support pour le résultat des tests effectués.

La fréquence de test définie par l'exploitant est respectée.

*Ce constat est complété en partie confidentielle.*

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 9 : MMRI V14 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Prescription contrôlée :</b>  B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. [...] Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
<b>Constats :</b>  La fiche descriptive de la MMRI V14 précise les procédures utilisées dans la maintenance des éléments de la chaîne MMRI : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'ensemble des opérations de maintenance de niveau 1 est répertorié dans le Plan de Maintenance TMM-PRO-0102.</li><li>• L'ensemble des capteurs et le relayage de sécurité selon la procédure : TMM-MOP-2060</li><li>• Contrôle instrumentation des cellules de pompes HP selon la procédure : TMM-MOP-0192</li></ul> Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que la maintenance est effectuée selon les préconisations des constructeurs/fournisseurs et selon les contraintes réglementaires, quand elles sont majorantes, et les conditions du terrain.  La fiche descriptive indique que la maintenance des capteurs est effectuée tous les trois ans et celle des relais tous les 6 ans. L'exploitant indique que la maintenance peut être amenée à être renforcée en cas de défaillance lors d'un test, après analyse de la situation.  Lors de l'inspection, il a été réalisé un contrôle par sondage de la dernière maintenance de l'instrumentation (détecteur). Celle-ci a été réalisée dans le délai de trois ans prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : MMRI V14 : Défaillances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défaillances et anomalies sur les Sites Seveso
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).

l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. Les procédures prévues au point B de l'article 54 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié sont incluses dans le système de la gestion de la sécurité lorsqu'il existe.

Les dispositions des alinéas ci-dessus sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'a jamais été constaté de défaillance de la MMRI V14.

**Type de suites proposées :** Sans suite